

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM-2021-017 - Séance du 25/03/2021

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	17	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le jeudi 25 mars à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni en Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis aux membres du conseil municipal le 19 mars 2021.

Monsieur Xavier POTAVIN est élu secrétaire de séance.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Bernard VIDAL, François RODENAS, Patricia VANGREVELYNGHE, François-Xavier CHAZOTTES, Séverine MONIN, Olivier TAPIE, Xavier POTAVIN, Emilie CHENOT, Martin FAURE.

Absent(s) représenté(s) :

Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER, Christiane GAUBERT pouvoir à David CARBONELL, Marie-France TEXIER pouvoir à Christophe KASZUBA, Marie-Thérèse AMALVY pouvoir à Ludovic DUCAMP, Josiane DEVESA pouvoir à Philippe MARTY, Michel BAUDOUR pouvoir à Carole PAHLAWAN, Damien CORDEAU pouvoir à Emilie CHENOT, Claire VITOU pouvoir à François RODENAS, Valérie DALMAS pouvoir à Martin FAURE, Nadine GUILLON pouvoir à Bernard VIDAL, Christophe DOLL pouvoir à Patricia VANGREVELYNGHE, Olivier DURIX pouvoir à Olivier TAPIE.

N° DLM-2021-017 - RENOUELEMENT DE LA COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-21 et L2143-3,

Considérant la loi 2009-255 du 12 mai 2009 qui rend obligatoire la création de la Commission communale pour l'accessibilité dans les communes de plus de 5000 habitants,
Considérant qu'à la suite du renouvellement du conseil municipal et de l'élection du maire en date du 25 mai 2020, il convient de procéder à la désignation des membres représentants appelés à siéger à la commission aux côtés de représentants d'institutions et d'associations de personnes en situation de handicap et ou à mobilité réduite et d'habitants volontaires,

Il est rappelé que la commission composée de représentants de la commune, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées.

Le maire en préside l'instance et devra arrêter la nouvelle liste de ses membres.

La durée du mandat des membres de la commission est la même que celle du mandat du Conseil municipal.

La commission communale va ainsi dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Cette mission doit s'effectuer en coordination avec les autorités organisatrices de transports et les services publics chargés de mettre en œuvre l'aménagement de la voirie et des espaces publics.

Etant destinataire des dossiers d'autorisations de travaux sur les établissements recevant du public de la commune, elle tiendra à jour la liste des ERP situés sur le territoire communal ainsi que le suivi de leur mise en accessibilité.

Par ailleurs, la commission devra établir un rapport annuel présenté en conseil municipal et faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant. Le document sera transmis au préfet, au président du conseil général, au conseil

départemental consultatif des personnes handicapées (CDCPH), ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.

Enfin, la commission communale pour l'accessibilité doit organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

Le conseil municipal est donc appelé à se prononcer sur la création de cette nouvelle commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées pour la ville de Baillargues.

Le conseil municipal,

Entendu le rapport de Monsieur Christophe KASZUBA, adjoint au maire délégué à l'urbanisme, sécurité et prévention

ADOpte à l'unanimité cette délibération.

Pour extrait conforme,

Le jeudi 25 mars,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».

